

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 27/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim

68 RUE DU LOGELBACH
BP 45
68000 Colmar

Références : 0006700533_2023-11-17_ARMBRUSTER_Ottmarsheim_VIIC_EDD/risque explosion
Code AIOT : 0006700533

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim implanté Rue du Jura 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim
- Rue du Jura 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700533
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société ARMBRUSTER Frères exploite sur son site de Ottmarsheim, des installations de stockage en silos et de séchage de céréales. La capacité maximale de céréales stockées dans les 5 silos de l'installation est d'environ 200 000 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Maitrises des risques industriels : étude de dangers, définition des zones à risques, adéquation du matériel aux zones à risque explosion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etude de dangers	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Définition des zones de danger	Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Rapport vérification annuel conformité équipements	Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Adéquation du matériel au risque explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Implantation - isolement par rapport aux tiers	AP Complémentaire du 29/09/2006, article 15.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 12/05/2011, article 3	30 jours à compter de la réception du présent rapport

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection et l'examen des documents mis à la disposition de l'Inspection ont mis en évidence les non-conformités reprises en synthèse ci-après :

- point de contrôle n° 2 : le contrôle sur pièce de l'étude de dangers des installations de 2005, et les constats réalisés sur site montrent que l'étude de dangers actuelle des installations ne respecte pas les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 209 mars 2004,
- point de contrôle n° 3 : la définition des zones à risques des installations n'est pas exhaustive ; ces dernières ne sont ni matérialisées sur un plan et sur site conformément aux règles en vigueur, ce en non-conformité aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006,
- point de contrôle n° 4 : l'exploitant n'a pas fait appel à un organisme compétent pour la réalisation des contrôles relatifs à l'adéquation du matériel avec les zones à risques explosion, et à l'absence de risque liés aux courants vagabond et à l'électricité statique, ce en non-conformité aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006,
- point de contrôle n° 5 : l'exploitant utilise dans les zones ATEX de type 22 (qu'il a définies) des équipements non-conforme aux dispositions de l'article 9 l'arrêté ministériel du 209 mars 2004,
- point de contrôle n° 5 : l'exploitant héberge au sein de ses installations des personnels d'entreprises extérieures en non-conformité aux dispositions de l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006.

Par ailleurs les constats réalisés quant à la situation administrative des installations (point de contrôle n°1) ne permettent en l'état pas de conclure quant à la situation du site vis-à-vis de la prescription contrôlée. L'Inspection considère ce fait comme susceptible de suite, il est donné 30 jours à l'exploitant pour transmettre les éléments nécessaires à la caractérisation des faits afin d'obtenir des éléments clairs quant à la situation administrative des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2011, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Silos de stockage de céréales	2160.1.a	A	200805	m³
Installations de combustion	2910.A.1	A	SATIG 1 à 4 42,3 SATIG 5 19,2 TOTAL 61,5	MW

Régime : A = Autorisation

Le présent arrêté réglemente également les installations non classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Quantité	Unité
Dépôt de produits agropharmaceutiques	1155	14	t
Stockage de substances dangereuses très toxiques pour les organismes aquatiques	1172	19	t
Stockage de produits toxiques pour les organismes aquatiques	1173	99	t
Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium	1331.I et II	450 (cumul)	t
Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %	1331.III	1200	t
Stockage de nitrate d'ammonium (matières hors spécifications ou engrais non conformes aux exigences de l'annexe III-2 du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13/10/2003 relatif aux engrais)	1332	0,2	t
Dépôt de liquides inflammables	1432.2	0,4	m³ éq.
Remplissage ou distribution de liquides inflammables	1434.1	0,2	m³/h éq.
Broyage, concassage, criblage,... etc de céréales	2260	30	kW
Installations de compression	2920.2	40	kW

Constats :

L'objet de constat est de déterminer le classement de l'activité vis à vis de la directive Seveso. Un classement « seveso bas » par cumul est possible en fonction des rubriques 4XXX à appliquer sur le site suite à la suppression par Décret n°2014-285 du 3 mars 2014 de la rubrique n°1331. L'exploitant a présenté lors du contrôle un courrier transmis au préfet daté du 20 mai 2015 afin de faire application des principes de l'article L.513-1 du Code de l'environnement. Dans ce courrier, l'exploitant se positionne en faisant état de quantités susceptibles d'être présentes inférieures à 450 tonnes sous la rubrique 4702-III et inférieures à 1200 tonnes sous la rubrique 4702-III-IV (nota de l'Inspection, ce double classement n'est pas possible). Le contrôle sur site de deux Fiches de Données Sécurité présentées montre que l'exploitant est susceptible de stocker sur son site des engrais appartenant soit à la rubrique 4702-II ou 4702-III (avec des quantités totales le soumettant à autorisation par bénéfice de l'antériorité au vu des quantités déclarées dans le courrier précédemment cité). Postérieurement, à l'inspection, l'exploitant a mentionné ne stocker sur son site que des produits susceptibles d'être soumis aux rubriques 4702-III (pour 450 tonnes maximum) et 4702-IV (pour 1200 tonnes maximum). Considérant les quantités indiquées d'activité du site ne serait pas classée sous l'une ou l'autre des rubriques. Compte tenu des éléments

<p>discordants à la disposition de l'Inspection (classement des produits en 4702-II et III lors du contrôle sur site et classement en 4702-III et IV aux dires de l'exploitant lors de sa transmission post contrôle), cette dernière n'est pas en mesure de conclure sur le classement des installations. Le constat est donc caractérisé comme susceptible de suite.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de reprendre les éléments de son courrier de 2015, et de se positionner, en étayant son positionnement par des FDS et fiches techniques des produits qu'il est susceptible de stocker son site.</p> <p>Par ailleurs après examen des derniers éléments en possession de l'Inspection en matière de classement des installations susceptible d'impacter le classement du site, il apparaît pertinent que l'exploitant se positionne vis-à-vis de la rubrique n°2910 actuellement autorisée pour son site compte tenu des éléments validés dans la note interprétative ministérielle du 26/07/23 (IR_23-07-26-2260_séchoirs) relative aux « séchoirs – classement ICPE et valeurs limites d'émission de poussières ». En fonction du mode de chauffage (indirect ou direct) les séchoirs du site pourraient être classés sous la rubrique 2160 ou la rubrique 2910.</p> <p>Ces éléments sont attendus sous un délai de 30 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 2 : Etude de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.</p> <p>Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté, doivent être justifiées dans l'étude de dangers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette prescription est à réaliser à l'éclairage des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. En effet, c'est ce texte qui fait référence en vue de déterminer si les cotations réalisées notamment en termes de probabilité, cinétique, Intensité et Gravité respectent les seuils fixés au niveau national.</p> <p>Le contrôle par échantillonnage de l'étude de dangers des installations présente dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 8 novembre 2005 (dernière étude de dangers du site) montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La description de l'environnement des installations est incomplète. En lien avec la fiche n°1 de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, l'exploitant n'a pas déterminé le nombre de personnes susceptibles d'être exposées (route, voie navigable, entreprises voisines, Etablissements Recevant du Public ; etc) aux effets des phénomènes dangereux du site pour en déterminer la gravité. • La cotation en probabilité réalisée par l'exploitant ne respecte pas l'échelle établie par l'annexe I de l'arrêté du 29 septembre 2005 précité. • La cinétique des scénarios d'accident n'est pas déterminée par l'exploitant. • Les intensités des phénomènes dangereux retenus par l'exploitant ne sont pas exprimées conformément aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 29 septembre 2005 précité. • La gravité des scénarios d'accident n'est pas évaluée selon les dispositions de l'arrêté

ministériel du 29 septembre 2005. L'exploitant utilise sa propre échelle et non celle mentionnée à l'annexe III de l'arrêté précité.

- L'identification des sources d'agression externe n'est pas exhaustive, certains aléas naturels ne sont pas pris en considération dans les scénarios d'accident du site,
- L'ensemble des potentiels de dangers du site ne sont pas examinés par l'exploitant (exemple gaz naturel au séchoir, ammonitrates à teneur supérieure à 24,5%)
- L'ensemble des phénomènes dangereux susceptibles de se produire (à l'éclairage des produits susceptibles d'être présents) ne sont pas examinés par l'exploitant (pour exemple : jet enflammé et/ou UVCE du gaz naturel, dispersion atmosphérique de fumées toxiques suite à l'incendie de matières combustibles, détonation d'engrais contenant plus de 24,5% d'ammonitrates).
- La démarche de réduction du risque et de justification de réduction des probabilités et des effets des accidents n'est pas réalisée par l'exploitant compte tenu du fait que contrairement aux principes de la circulaire du 10 mai 2010 précitée, et des éléments mentionnés dans l'annexe E du guide ministériel sur l'état de l'art des silos, l'exploitant prend en compte ses barrières de prévention et de protection pour déterminer la probabilité et les effets des scénarios d'accident qu'il a identifiés. Par exemple, il n'envisage pas de scénario de fuite de gaz sur ses sècheurs compte tenu de la présence de nombreuses sécurités en place. Par ailleurs, l'exploitant identifie dans son étude des barrières de sécurité permettant de réduire la probabilité d'accident majeur sans les considérer comme Mesures de Maîtrise des Risques.
- L'étude de dangers ne présente pas de justification de la mise en œuvre des mesures pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 de l'arrêté ministériel du 29/04/2004.

Il est à noter que le présent constat ne vaut pas examen de l'étude de dangers du site, il met uniquement en avant certains écarts de cette dernière vis-à-vis des prescriptions ministérielles à respecter.

Observations :

Lors de la mise à jour de son EDD, l'exploitant s'attachera à respecter les principes méthodologiques mentionnés dans la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003, ainsi qu'à appliquer les éléments faisant références des guides reconnus par le ministère en matière d'analyse des risques (guide INERIS notamment)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Définition des zones de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Définition des zones de danger

Prescription contrôlée :

L'exploitant détermine les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les zones de risque d'incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque d'explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Les zones de risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique

est susceptible d'apparaître.

Ces risques sont signalés conformément aux réglementations en vigueur.
[...]

Constats :

Afin de répondre à la prescription contrôlée, l'exploitant a fourni à l'Inspection un plan des zones à risques de son site, ainsi qu'un document décrivant le zonage « ATEX » de ses installations (daté du 15/01/2021).

L'examen du plan relatif aux zones à risques et les constats réalisés sur site montrent que :

- L'exploitant n'a pas déterminé pour ses installations de zones à risque d'explosion en lien avec les éléments établis dans son étude de dangers de 2005. En effet l'étude de dangers du site définit (en cohérence avec le guide ministériel sur l'état de l'art des silos) un ensemble de zones comme susceptibles de générer une explosion, tel que les cellules des silos (verticaux et plats), les transporteurs à chaîne des fosses/des vidanges, les bandes/galeries d'ensilage, les étages de la tour de manutention, etc. Or, ces zones ne sont pas prises en considération comme zones à risque d'explosion sur le plan transmis, ou le document relatif au zonage « ATEX » fourni. Le zonage dit « ATEX » se contente de déterminer des risques dans des zones contenues à l'intérieur de certains des équipements où peuvent se trouver des poussières combustibles.
- L'exploitant n'a pas déterminé pour ses installations de zones à risque d'explosion pour les locaux où sont employé du gaz naturel (gaz inflammable). La présence de tuyauteries, panoplies gaz, etc engendre la présence potentielle de nuage de gaz explosible en cas de fuite sur ces équipements.
- Le document d'identification des zones à risque d'explosion présenté par l'exploitant (zonage ATEX pour rappel) ne contient pas toutes les installations du site susceptibles de contenir des poussières combustibles. Par exemple, les différents réseaux d'aspiration des poussières et le système de nettoyage par aspiration centralisée, n'apparaissent pas dans la liste des équipements étudiés. Par ailleurs, ce document contient des incohérences puisqu'il identifie pour exemple des ventilateurs (ASP1 et 2), des filtres (ASPI 1-4 et 2-4), des transporteurs à bandes (TBL1 et 2) dans les équipements utilisés sur site, mais que ces équipements n'apparaissent pas dans le zonage réalisé par l'exploitant. Enfin ce document fait apparaître des incohérences quant à la définition finale des zones à risque explosion susceptibles d'être présentes dans ses installations. Par exemple, l'exploitant utilise pour réaliser son classement un critère de temps de fonctionnement. Or il apparaît dans son document, de nombreux cas de figure où les appareils sont utilisés pendant des durées qui classeraient l'équipement en zone à risque alors que l'exploitant considère in fine l'appareil étudié comme hors zone. Ci-après des extraits du document explicitant ces incohérences :

Elévateur à godets

Repère	EL1 à EL7			
Matière de référence	Céréales diverses			
Facteur de marche en h/an	< 10 h	< 100 h	< 1000 h	> 1000 h
En fonctionnement continu au débit nominal			oui	
Au démarrage des appareils		oui		
A l'arrêt des appareils		oui		
Hors service			oui	
Probabilité d'une ATEX	Improbable	Très faible	Moyenne	Haute
Durée de présence	< 10 h/an	< 100 h/an	< 1000 h/an	> 1000 h/an
Classement en zone	H Z	22	21	20
Classement	22			

- La détermination des zones à risque incendie n'est pas explicite. Le contour des zones concernées n'est pas identifié par l'exploitant, l'attribution des bâtiments n'est pas explicite (pour exemple, la localisation des sécheurs S1 à S4 n'est pas explicite sur le plan réalisé par l'exploitant).
- L'exploitant n'a pas déterminé pour ses installations de zones à risque toxique bien que son courrier du 20 mai 2015 fasse état de la présence de produits soumis aux rubriques n°4110, 4120, 4130 et 4140 (toxicité par inhalation).

- Les zones à risque d'incendie identifiées par l'exploitant ne sont pas signalées sur site à l'entrée dans ces zones.
- Les zones à risque d'explosion au titre du zonage « ATEX » sont identifiées sur site par une mention décrivant l'existence dans l'équipement d'une zone potentielle d'explosion avec une caractérisation de la zone (type zone 22). La mention explicite l'obligation de procéder à un permis feu pour une intervention par point chaud sur l'équipement. Aucune signalisation des risques potentiels d'explosion n'est présente à l'entrée des zones définies dans l'étude de dangers du site. La signalisation apposée par l'exploitant ne reprend pas le formalisme prévu par l'article 7 de la directive ATEX 1999/92/CE du 16 décembre 1999 retranscrite par l'arrêté ministériel du 4 novembre 1993 modifié relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail.

L'ensemble des éléments qui précèdent amène l'Inspection à conclure que l'exploitant ne respecte pas la disposition contrôlée.

Observations :

Il appartient à l'exploitant de prendre en considération que le zonage dit « ATEX » de ses installations ne peut répondre en tout point à la détermination des zones à risque d'explosion telle que définie dans la prescription contrôlée. En effet le zonage établi en application de la directive 1999/92/CE et retranscrit dans le code du travail, est réalisé selon une méthodologie propre à la protection des travailleurs qui ne suit pas en tout point les principes de détermination des zones à risques en lien avec la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions est une obligation imposée par l'article R.4227-52 du code du travail. L'inspection attire également l'attention de l'exploitant sur les principes de zonages « ATEX » mentionnés dans les guides INRS ed 944 et ed 911 (de juillet 2015) montrant des déterminations de zonages plus critiques que celles rencontrées sur site par l'Inspection.

L'inspection attire également l'attention de l'exploitant sur les mentions faites dans l'annexe D du guide ministériel sur l'état de l'art des silos quant au zonage « ATEX ». Ainsi, l'annexe précitée mentionne entre autres que :

- « Il convient de noter que la réglementation ATEX précise que « les couches, dépôts et tas de poussières combustibles doivent être traités comme toute autre source susceptible de former une atmosphère explosive ». Il faut donc prendre en compte les mécanismes possibles de mise en suspension des dépôts de poussières, à l'intérieur et à l'extérieur des appareils.»
- « S'agissant des durées de présence et des fréquences d'occurrence à prendre en compte, les valeurs seuils de 1000 h et 10 h sont citées dans certains documents non-réglementaires et ne seraient pas pertinents (seuils à ajuster) pour des installations ne fonctionnant pas en continu, comme pour le cas des silos de stockages de produits agro-alimentaires. De plus, une prise en compte des périodes de très forte exploitation s'impose.

Ainsi, la méthode de zonage décrite par l'exploitant dans son document du 15/01/2021, n'est pas cohérente avec les éléments du guide précité établi par le ministère.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Rapport vérification annuel conformité équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Généralités

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent, comportant :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;

<ul style="list-style-type: none"> - une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statiques, des courants vagabonds et de la foudre ; - les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection l'exploitant a transmis à l'Inspection un rapport intitulé « Rapport de prévention des risques en zone ATEX des silos » rédigé par un sous-traitant daté du 30/03/2023 (ref 181681700272-LB-300323-01). Ce rapport reprend les paragraphes de la prescription contrôlée, en faisant état de conformité en lien avec le contrôle des courants vagabonds et à l'électricité statique, et l'adéquation du matériel utilisé avec la réglementation en vigueur (notamment en lien avec les directives ATEX 99/9/CE et 94/92/CE). Au-delà de ces références, le sous-traitant cite en référence pour son contrôle de conformité l'arrêté ministériel du 29/03/2004 en lien avec les prescriptions contrôlées.</p> <p>Cependant, de nombreuses anomalies sont présentes dans ce rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est fait tout d'abord mention au chapitre 4.1, d'un zonage « Atex » de 2011 du silo de Wilwisheim, ne correspondant pas au zonage réalisé en 2021 pour le site d'Ottmarsheim, • il est ensuite fait mention au chapitre 5.2 du rapport de zonage de 2010 du silo d'Ottmarsheim, alors que la dernière version du zonage a été établie en 2021, • la liste de vérification des équipements pour l'adéquation ATEX ne contient que des capteurs de déport et des capteurs de bourrage (ces capteurs sont en contact avec les zones 22 définies par l'exploitant à l'intérieur des installations), les autres équipements en contact avec les zones à risque définies par l'exploitant ne sont pas analysés (élévateurs à godets, ventilateurs, filtres, etc), • le prestataire déclare la conformité des équipements sans mentionner les groupes de poussières susceptibles d'être présents (information non communiquée selon le prestataire). La conformité ne peut pas être établie sans cette donnée. <p>Par transmission numérique du 20/11/2023, l'exploitant a fourni un rapport rédigé par le même sous-traitant toujours daté du 30/03/2023 (ref 181681700272-LB-300323-01) mais cette nouvelle version du rapport comporte les informations relatives au groupe des poussières permettant de statuer sur la conformité des équipements. Afin d'établir le groupe des poussières, l'exploitant et son prestataire se basent sur des données bibliographiques concernant les températures d'auto-inflammation des poussières, et l'énergie minimale d'inflammation des poussières, afin de conclure que les poussières sur site font partie du groupe « IIID ». Or, le groupe de poussière doit être établi sur la base de la granulométrie et de la résistivité des poussières et non les données mises en avant par le prestataire dans son rapport modifié. Par ailleurs, le groupe de poussières « IIID » mentionné n'existe pas.</p> <p>A l'éclairage de ces éléments, l'Inspection s'est attachée à déterminer la compétence de l'organisme en charge du contrôle annuel prévu par la prescription contrôlée. Selon les éléments fournis par l'exploitant, il s'avère que l'organisme retenu par ses soins pour la réalisation de cette prestation n'est pas compétent pour la réaliser.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Adéquation du matériel au risque explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation du matériel au risque explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être

<p>utilisés en atmosphère explosible ;</p> <p>- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la compatibilité du matériel tel que défini dans la prescription contrôlée, la vérification d'adéquation a été réalisée par échantillonnage sur la base des indications de zones à risque identifiées sur site par l'exploitant. Il est notamment apparu que des systèmes de ventilation (ASP1 et ASP2) considérés en zone 22, sont munis de moteurs de ventilation a minima « 3D ». Cependant le ventilateur en lui-même ne possède aucun degré de protection. De la même manière, les élévateurs à godets (silo 1), ou les filtres (F1-F2) ne dispose d'aucun degré de protection spécifique.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il convient de rappeler que, dans le cadre de la nouvelle réglementation ATEX, les équipements non électriques installés en zone explosible après le 30/06/2003 doivent, au même titre que les équipements électriques, être certifiés et marqués «ATEX», afin de garantir qu'ils ne sont pas susceptibles de constituer une source d'inflammation.</p> <p>Les équipements non électriques installés avant cette date doivent faire l'objet d'une analyse de risque et, si les conclusions de cette analyse démontrent qu'ils répondent aux exigences essentielles de sécurité de la directive, ils doivent être explicitement validés au travers du «Document Relatif à la Protection contre les Explosions», prévu par le code du travail.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Implantation - isolement par rapport aux tiers

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2006, article 15.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conception générale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de stockages et tours de manutention sont éloignées par rapports aux habitations [...] d'une distance d'au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - silo 1 : 100m - silo 2, 4 et 5 : 50m - silo 3 : 75 m <p>Le site ne comporte pas de locaux administratifs non destinés à la conduite directe de l'exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté sur site la présence de plusieurs caravanes (a minima 3), servant d'habitation pour les personnels des entreprises extérieures missionnées par l'exploitant. Ces caravanes ne respectent pas les distances d'éloignement prévues par la prescription. Par exemple l'une des caravanes se trouvait à une distance (mesurée sur plan) d'au plus 35 mètres du silo n°2.</p>
<p>Observation : Au-delà du fait que les distances d'éloignement prévues par la prescription contrôle ne soient pas respectées, il convient de considérer (bien que la prescription ne le précise pas explicitement) que, si ne sont pas admis sur site les locaux administratifs non destinés à la conduite direct de l'exploitation, ne peuvent pas être admis au sein du périmètre, des locaux servant à l'habitation d'entreprises extérieures.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>